

*L'Adresse—M. McKinnon*

difficile qu'il entreprend—j'ai admiré son honnêteté et son courage lorsqu'il a déclaré que «l'augmentation de salaire de l'un se traduisait par l'augmentation des frais de l'autre». Il faudrait un peu plus de ce genre d'honnêteté ici. Je ne dis pas que les hausses de salaires sont l'unique cause; les marges de bénéfices, et surtout les dépenses extravagantes du gouvernement, font aussi monter les prix.

Dans son discours du trône de 1973, le gouvernement avait longuement parlé de la question du logement. Nous ne sommes pas encore capables de dire si la mesure législative qui a suivi entraînera des changements importants ou si, comme dans le cas des pensions, nous aurons fait du sur-place. Ce qui ressort, c'est que la nouvelle loi n'a pas extirpé la racine du mal, le coût élevé des habitations qui empêche un si grand nombre de Canadiens de devenir propriétaires. Que pourront les ridicules palliatifs accordés par le gouvernement contre le prix exorbitant des terrains urbains, la hausse astronomique des matériaux de construction et, par-dessus tout, contre les taux hypothécaires qui confinent à l'usure? Rien, tant qu'un programme cohérent et global n'aura pas été mis en œuvre, car ces problèmes sont la conséquence de difficultés économiques et démographiques auxquelles nous devons nous attaquer directement.

Considérons brièvement les rapports qui existent entre l'inflation et le coût élevé des logements. Lorsque le taux d'inflation atteint, disons, 8 p. 100, le taux d'intérêt hypothécaire sera-t-il inférieur à 8 p. 100? Impossible, car seul un idiot consentirait à prêter son argent à un taux tel que cet investissement entraînerait pour lui une diminution de son pouvoir d'achat. Qu'advient-il du prix des terrains? Malheureusement, ceux-ci deviennent de plus en plus chers entre les mains de spéculateurs, du fait qu'en période d'inflation, ils sont des valeurs profitables et protègent contre l'inflation. Cela donne lieu à un cercle vicieux, vicieux pour l'acheteur infortuné, car l'intensification de la demande fait grimper les prix, faisant de la terre un meilleur moyen de se défendre contre l'inflation, intensifiant encore davantage la demande qui fait encore grimper les prix, et ainsi de suite.

● (2050)

Pour être honnête je dois admettre que les libéraux ne se sont pas engagés à résoudre ces problèmes fondamentaux du logement et, sous ce rapport, ils ont tenu parole parce qu'ils ne s'y sont pas attaqués.

Venons-en maintenant au dernier discours du trône du gouvernement pour voir ce que nous sommes à même d'espérer et s'il révèle un nouveau souci de légiférer de façon plus réfléchie et cohérente. La première chose qui me frappe, c'est que le gouvernement a semblé enfin se rendre compte que l'inflation est un problème très grave. Très bien, mais comment le reconnaît-il? Malheureusement par un *mea non culpa*. On aimerait que le cabinet ait consacré à la recherche de solutions la moitié de l'énergie qu'il a dépensé à trouver des excuses. Le gouvernement a cru bon ici de rejeter le blâme des maux inflationnistes qui affligent le Canada sur les sinistres facteurs économiques internationaux.

Y parle-t-on de l'augmentation importante de la masse monétaire? Y parle-t-on de l'absence d'une politique gouvernementale des approvisionnements? Y parle-t-on des répercussions de l'augmentation de 19.6 p. 100 des dépenses du gouvernement? Y parle-t-on de la psychologie inflationniste stimulée par les déclarations comme celles qu'on retrouve dans le discours du trône, que l'inflation est une question en grande partie externe au Canada et que le

gouvernement ne peut donc rien y faire? La réponse à toutes ces questions est non. Au lieu de cela, nous n'entendons que l'incantation répétée: Facteurs internationaux, facteurs internationaux. Ces excuses présagent, malheureusement, l'absence de toute mesure gouvernementale efficace pour juguler l'inflation. S'il faut en croire les résultats du dernier discours du trône, espérons pour le bien du pays que le gouvernement fera plutôt quelque chose d'efficace et que le ministre des Finances étudiera minutieusement le discours prononcé vendredi dernier par le député de Don Valley.

D'un autre côté, le discours du trône contient également un certain nombre de platitudes proches de vérités de La Palice. Je suis sûr que tous les députés apprécient des phrases comme: «le producteur doit recevoir un revenu raisonnable pour son travail» ou «le consommateur doit être sûr de recevoir pour son argent une contre-valeur équitable» ou celle que je préfère, «des recherches visant à augmenter la production, à en améliorer la qualité et à en réduire les coûts». Babbitt sera toujours vivant tant que vivra l'auteur de ces clichés. On insiste beaucoup sur ce qui est juste et raisonnable, mais pratiquement nulle part on ne nous dit quels sont les objectifs ou les politiques à suivre.

Lorsque je lis le reste du discours du trône, je suis frappé par l'absence de tout examen systématique de ce qu'il faut faire. On trouve une série de propositions sans aucun lien. La valeur de chacune diffère bien que la plupart soient utiles dans une certaine mesure. Toutefois, elles ne sont pas cohérentes. Elles ne permettent pas de se faire une idée suffisante des aspirations des Canadiens. C'est ce qui, je crois, me décourage par-dessus tout chez le gouvernement libéral actuel. Il est mal dirigé. Il ne sait pas prévoir. En exerçant le pouvoir pour servir ses propres intérêts, le gouvernement a non seulement perdu de vue les espoirs du pays, mais il en est arrivé au point où il ne comprend même pas quels sont les problèmes essentiels qui frappent le Canada.

Je suis là depuis relativement peu de temps, 14 mois, mais cela m'a suffi pour me faire une opinion sur les ministres de la Couronne. Ils semblent incapables de prendre des initiatives ou d'agir comme on le leur demande. Regardez-les. Nous voyons le ministre de l'Environnement (M. Davis) qui a secondé le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) dans sa fameuse lutte pour interdire eux pétroliers le détroit de Juan de Fuca. Comme le chef de l'opposition l'a dit: «Si c'est ce qu'on appelle un combat, nous demandons à être remboursés.» Bien sûr, ils ne pouvaient plus feindre de lutter lorsque le premier ministre a déclaré que les pétroliers devaient passer par le détroit.

Un peu plus loin sur la première banquette se trouve le ministre des Transports qui a donné à la conférence de Calgary le point de vue du profane sur les tarifs-marchandises. Lors de cette conférence, il n'y avait que deux personnes qui ignoraient tout des tarifs-marchandises; mais, comble de malheur, c'était le premier ministre et le ministre des Transports. La situation était embarrassante même pour les députés de l'opposition qui étaient présents.

On avait bien noté en Colombie-Britannique la déclaration du premier ministre selon laquelle l'Ouest ne devait pas être considéré comme officiellement isolé et que des mesures s'imposaient pour ramener les provinces de l'Ouest dans le giron d'Ottawa, comme les libéraux l'ont fait avec le Québec. Le message ne doit pas avoir survécu tout entier à la traduction, car le ministre des Transports annonçait presque immédiatement après la bilinguisation